

RESUME DE LA THESE

DEVAUX Sandrine

Analyse du phénomène associatif dans la société tchèque en transformation : du système de type soviétique à la démocratie

Thèse soutenue le 26 juin 2002 à l'Université Paris X-Nanterre

Jury composé de :

- Alain BLUM, directeur d'études à l'EHESS, rapporteur
- Michel DOBRY, professeur de science politique, Paris I, président du jury
- Nonna MAYER, directrice de recherche au CEVIPOF (CNRS-FNSP)
- Georges MINK, directeur de recherche au CNRS, directeur de la thèse
- Johanna SIMÉANT, professeure de science politique, Lille II
- Jiří VE_ERNÍK, professeur de sociologie, Académie des sciences de République tchèque, rapporteur

Cette thèse porte sur les mécanismes qui ont permis la réorganisation du phénomène associatif en République tchèque depuis la fin du système de type soviétique. Elle s'inscrit dans une problématique relative aux processus de changements de système en postulant leur caractère « transformationnel » et non pas « transitionnel »¹. Il s'est agi de comprendre de quelle manière un phénomène en apparence étroitement lié à un ordre politique démocratique a pu se développer dans une société « post-communiste » encore empreinte des habitudes façonnées par plusieurs décennies de « socialisme réel ».

Travailler sur le phénomène associatif tchèque depuis 1990 comprenait plusieurs difficultés liées tant à l'objet lui-même qu'au contexte de transformation politique et sociale dans lequel nous avons choisi de l'analyser. Un des premiers écueils consistait à traiter un phénomène en se départissant des approches normatives dont il est souvent l'objet et cela d'autant plus dans une période de changement de système caractérisée par l'introduction de la démocratie. Il s'agissait donc de voir le phénomène associatif non pas comme une donnée imposée par une « transition » mais plutôt comme un révélateur des processus en cours dans la société. Pour se faire, nous sommes partie d'un double postulat, selon lequel les sociétés socialistes étaient différenciées et l'analyse du phénomène associatif gagne à être menée dans une approche sectorielle². Il n'existerait pas d'avantage de « secteur associatif » que de « secteur des organisations sociales » avant 1989 mais des organisations prises dans les enjeux d'un secteur donné. Par conséquent, nous avons travaillé sur les interactions entre les acteurs et les logiques sectorielles.

En cela nous nous sommes distinguée des théories qui font *a priori* de l'association un élément nécessaire de la vie démocratique et partant un enjeu inhérent à la sortie du système de type soviétique. Il nous a fallu construire un objet peu appréhendé par les

¹ Nous reprenons la définition de la transformation donnée par STARK, David, à savoir processus par lequel « de nouveaux éléments apparaissent à la faveur d'adaptations, de réarrangements, de permutations et de reconfigurations des formes existantes », « Sommes-nous toujours au siècle des transitions ? Le capitalisme est-européen et la propriété "recombinante" », *Politix*, n° 47, 1999, p. 93.

² DOBRY, Michel, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations mutisectorielles*, Paris, Presses de la Fondation nationale de science politique, 1992, (1986).

recherches sur les changements de système notamment à propos de la fin des régimes « communistes » en Europe centrale et orientale. D'une part, les partis politiques sont apparus comme les principaux vecteurs de l'émergence d'un nouvel ordre et d'autre part, les analyses ont principalement porté sur le renouveau de la « société civile » ou sur le développement du « Non-Profit sector ». Notre optique a été d'interroger l'émergence d'associations présentée comme un fait social évident, corollaire du « retour de la démocratie », ainsi que les manifestations de rupture comme celles de continuité. L'approche en termes de « société civile » étant d'une portée heuristique limitée en cela qu'elle ne rend pas compte des logiques et dynamiques sociales des acteurs et celle en termes de secteur à but non lucratif n'apportant que des éléments généraux et quantitatifs, nous nous sommes davantage interrogée sur les modalités concrètes par lesquelles les individus non seulement passent d'un contexte d'organisations uniques à un contexte pluraliste, mais également évoluent d'une configuration *d'adhésion suscitée* à celle d'une participation librement consentie.

Alors qu'il pouvait paraître difficile au début de cette recherche de comparer les organisations sociales socialistes aux associations telles qu'elles se sont mises en place depuis 1990, notre travail a montré qu'en raison de l'assouplissement du système de type soviétique la réalité sociale avait pris de multiples formes, rendant plus pertinente la comparaison. Pour appréhender les processus de transformation, nous avons élaboré un dispositif de recherche comprenant une enquête empirique d'une quarantaine d'entretiens semi-directifs auprès de membres de trois types d'associations (organisations de jeunesse, associations d'aide sociale à l'enfance, associations de parents d'enfants malades ou handicapés), le dépouillement d'archives relatives aux organisations sociales socialistes, la consultation de textes de lois relatifs aux organisations à but non lucratif et de la documentation produite par les associations elles-mêmes. Nous nous sommes inspirée de travaux d'histoire sociale³ et nous nous sommes appuyée également sur quelques recherches existant sur le secteur à but non lucratif tchèque. Ainsi, notre recherche a permis de dégager des résultats tant sur le fonctionnement du système de type soviétique que sur les logiques d'engagement dans le nouveau contexte politique. Notre thèse principale consiste à dire que la réorganisation du phénomène associatif dans la société tchèque ne rend pas compte du changement social mais essentiellement de la manière dont les individus perçoivent le changement de système et leurs propres trajectoires sociales. Si, incontestablement la fin du système de type soviétique offre de nouvelles opportunités, les mobilisations collectives qui prennent forme dès les premières années du changement ne sont compréhensibles que replacées dans une temporalité plus longue, dans des trajectoires de sortie du « communisme ». Pour autant, nous ne prétendons pas que les logiques de l'engagement telles qu'elles se développent dans les années 1990 au sein de la société tchèque relèvent de mécanismes particuliers. Il n'existe pas d'engagement ou de militantisme spécifiquement « post-communiste » mais seulement des configurations de facteurs singulières.

La confrontation des résultats empiriques aux dispositions juridiques nous a amenée à limiter le rôle de ces dernières sur le développement de la participation associative. De nombreuses associations ont été fondées avant l'adoption de la loi sur la liberté d'association en mars 1990 ce qui tend à prouver que c'est essentiellement la rupture de légitimité politique qui permet un premier essor de l'activité associative à partir d'un usage particulier du droit hérité de la période socialiste. La création d'une grande diversité

³ Notamment de KOTT, Sandrine, *Le communisme au quotidien. Les entreprises d'État dans la société est-allemande*, Paris, Belin, coll. Socio-histoires, 2001.

d'organisations s'explique en partie par les logiques d'adaptation de groupes existant avant 1989. Nous avons en effet démontré qu'une certaine hétérogénéité s'était maintenue sous le système de type soviétique par des mécanismes d'*incorporation* de formes nationales pré-socialistes et par l'assouplissement du régime à partir du milieu des années 1970.

Cette thèse montre en effet qu'au-delà de la plasticité du système de type soviétique, le « socialisme réel » en Pays tchèques a été marqué par l'hétérogénéité des formes d'organisations. Non seulement le régime a, comme dans le cas des partis satellites, conservé des organisations pré-socialistes – la Croix rouge tchécoslovaque par exemple – mais il a également incorporé des formes traditionnelles plus marquées idéologiquement. Nous avons démontré ce phénomène par le maintien du mouvement scout. Si le « recyclage » par le régime socialiste de cette organisation repose sur un intérêt matériel, à savoir bénéficier de structures et d'infrastructures disponibles, cela correspond aussi à l'appropriation d'un héritage symbolique. Cette incorporation dans un premier temps s'explique par le souci de légitimer le nouveau régime en l'inscrivant dans une certaine continuité nationale. La tolérance à l'égard du fonctionnement de groupes scouts sous couvert d'appartenance à l'organisation des pionniers, notamment à partir du milieu des années 1970, traduit le fait que le régime cherchait davantage à maintenir un ordre social plutôt qu'à susciter l'adhésion à un ordre politique. À cela, il faut ajouter que dans l'ensemble, les organisations sociales apparaissaient de moins en moins idéologiques à leurs membres. Nous avons établi cette conclusion à partir des témoignages que nous ont rapportés des personnes ayant été membres de ces organisations. De leurs récits, ressortent deux idées principales. En premier lieu, l'appartenance à des organisations sociales à l'âge adulte était loin d'être une généralité et lorsqu'elle existait, elle se rapportait essentiellement à une *adhésion suscitée*. En cela, nous distinguons de la catégorisation de Albert Meister qui associe sociétés socialistes et « participation suscitée », impliquant une participation active qui ne constituait pas une généralité⁴. En second lieu, les témoignages convergent vers l'idée d'une faible idéologisation des pratiques y compris dans les organisations qui ne s'inscrivaient pas dans une forme *seconde*. Si dans les groupes scouts, les principes du scoutisme pouvaient être diffusés, dans les autres collectifs, l'idéologie officielle avait perdu de son importance. Cela tend à montrer qu'une différenciation assez importante existait entre, d'une part, le discours officiel et l'ensemble des matériaux idéologiques, et, d'autre part, la manière dont les responsables s'appropriaient leur groupe. Il se peut qu'une certaine reconstruction du passé ait été opérée par les membres de ces organisations et notamment par ceux qui aujourd'hui appartiennent à l'association *Pion_r*, mais les témoignages de personnes qui n'ont pas poursuivi d'engagement dans les organisations de jeunesse établissent le même constat ce qui tend à valider l'hypothèse de l'hétérogénéité en raison de la diminution de la contrainte idéologique.

Il a résulté de cette situation l'existence d'organisations *secondes* se présentant comme des collectifs officiels mais fonctionnant selon des règles propres. Cela était possible dès lors que les responsables d'organisations respectaient les normes officielles du régime, en l'occurrence les référents symboliques et les objectifs fixés par le système. La conformité de certaines pratiques, port d'insignes, accrochage d'emblèmes, rédaction de rapports d'activités, pouvait préserver une certaine liberté d'action. Nous ne concluons pas à l'existence d'espaces d'autonomie mais à des *jeux* avec le pouvoir c'est-à-dire des transactions qui autorisaient des comportements moins conformes par ailleurs.

⁴ MEISTER, Albert, *Vers une sociologie des associations*, Paris, Éditions ouvrières, 1972 et *La participation dans les associations*, Paris, Éditions ouvrières, 1974.

Notre travail a conduit à établir trois trajectoires de réorganisation du phénomène associatif en fonction de logiques collectives présidant à l'adaptation ou la création d'associations et de logiques individuelles d'engagement. Nous avons donc distingué les processus de conversion, de « restauration » et d'innovation.

Pour comprendre les deux premières trajectoires, il faut au préalable revenir sur les identités sociales qui se sont construites pendant le système de type soviétique. C'est une des raisons qui explique que pour une part l'engagement associatif depuis 1990 repose sur la continuité des *participations par conviction* développées avant 1989. Celles-ci ont été rendu possibles par des engagements reposant sur des réseaux familiaux – comme dans le cas du mouvement scout – ou sur des logiques plus pragmatiques, comme le manque d'effectif dans des organisations de loisirs⁵. Il est vrai que ce phénomène est essentiellement repérable au sein des organisations traditionnelles. Quant aux témoignages que nous avons recueillis de la part de personnes extérieures aux activités pour la jeunesse et qui n'appartiennent actuellement à aucune association, ils confirment l'idée de la faible idéologisation des activités dans l'organisation des pionniers et ne conservent qu'un souvenir ludique de leur passage dans l'organisation.

Nous avons alors montré dans quelle mesure le système fonctionnait à partir de logiques locales relativement autonomes par rapport aux principes établis par les instances dirigeantes. L'identification collective aux pratiques du groupe a pu se réaliser sur la base d'une perception euphémisée de la contrainte. Sur ce point existe un décalage entre le discours d'actuels responsables de collectifs et celui des personnes qui ont dirigé ces groupes avant 1989. Alors que pour les premières, les normes du régime n'avaient que peu d'influence sur le fonctionnement du groupe et que des logiques d'évitement étaient possibles – ne pas participer aux rassemblements du 1^{er} mai -, pour les secondes, ces mêmes pratiques relevaient de stratégies précises. Ces différences de narration montrent que la réalité socialiste n'a pas été perçue de la même façon selon les générations et selon la fonction occupée, mais que dans les deux cas, elle a été intégrée dans des trajectoires militantes. Pour les uns, il s'agit d'une naturalisation de l'appartenance à un collectif et pour les autres d'une lutte pour la préservation des identités collectives. En conséquence, ceux qui se sont investis dans cet objectif ont une position aujourd'hui plus « idéologique » à l'égard de leur organisation. Les autres en revanche sont davantage attachés à ce que nous appelons un *ordre local*, défini par un investissement de lieux et de symboles. L'identité sociale de ces individus se construit dans l'interaction avec les membres du collectif, « l'identité pour soi » prédominant dans ces cas⁶. La tension est plus importante par exemple entre « l'identité pour soi » et « l'identité pour autrui » chez les personnes qui sont également engagées dans des instances centrales de l'organisation. C'est chez elles que l'héritage du passé a le plus de poids. Elles doivent en effet gérer la part de continuité avec leurs pratiques antérieures à 1989 tout en affirmant ou réaffirmant la nouvelle identité de l'organisation.

Un des résultats de notre recherche est de montrer que ce phénomène concerne à la fois l'association issue de l'ancienne organisation des pionniers et les associations qui ont été incorporées au système socialiste. Si les conséquences ne sont pas identiques pour ces deux types d'organisations, elles traduisent le fait que le système de type soviétique a eu des effets sur l'ensemble des comportements, y compris dans les collectifs qui se référaient à une autre « idéologie ». La principale différence dans cette gestion du passé réside dans le fait que les scouts tentent de se distinguer de l'homogénéisation qu'a produite le système

⁵ On n'entrait pas alors dans l'organisation par contrainte sociale ni pour faire carrière mais pour se rendre utile auprès d'un collectif dont un des proches étaient déjà membres (parents, amis).

⁶ DUBAR, Claude, *La socialisation : construction des identités sociales et professionnelles*, Paris, Armand Colin, 3^e éd., 2000, p.11.

socialiste en termes de formes d'organisations de jeunesse alors que les pionniers s'efforcent de rompre avec la représentation idéologique de leur organisation. Dans les deux cas, la consolidation des identités passe par une tension entre l'identité pour soi et l'identité « virtuelle » c'est-à-dire « attribuée » par l'extérieur au regard des pratiques antérieures. Le *Pion_r* est en effet stigmatisé par la continuité avec l'ancienne organisation officielle tandis que le *Junák* est tenu à une logique de reconquête de son identité originelle. Si la question de la gestion du passé structure encore le secteur des activités pour la jeunesse plus de dix ans après la fin du système de type soviétique, tant entre ces deux organisations qu'avec celles qui se sont créées, l'idée principale réside dans le fait que le régime socialiste a produit des dispositifs sociaux convertibles dans le nouveau système. Si pour l'ensemble de la population tchèque, l'existence d'une organisation portant le nom de *Pion_r* ne va pas de soi, pour ses membres en revanche, cela a du sens de chercher à maintenir cette identité. Cette continuité traduit davantage l'identification à des pratiques qu'une fidélité idéologique. Il s'agit là des effets de socialisation de l'action collective. Les identités sociales ne sont pas construites en fonction des catégories élaborées par le régime socialiste mais bien dans les lieux et les collectifs *pratiqués* par les individus. Les effets de consonance statutaire concernent plus particulièrement les organisations qui ont été largement développées sous le système de type soviétique en raison de leur utilité sociale appréciable en termes de capacité à encadrer de larges parties de la population, telles que les organisations de jeunesse ou sportives.

Nous voyons donc qu'en aucun cas les trajectoires de conversion et de « restauration » ne reposent sur des ressorts mécaniques de simple adaptation au nouveau contexte. A la fois les exigences des règles démocratiques et les logiques des acteurs obligent les organisations à se redéfinir. Il est intéressant de noter que ces ajustements ne sont pas circonscrits aux premières années du changement mais continuent de se produire en fonction des enjeux du secteur d'activité. Cet élément conforte la thèse de la transformation en cela que les effets du passé perdurent bien après l'adoption du nouveau système politique.

A ces mécanismes, il faut ajouter ceux qui soutendent la troisième trajectoire, celle de l'innovation dont les dimensions sont à la fois individuelles et organisationnelles. La création d'associations traduit un processus d'objectivation de causes sociales par des personnes qui importent des compétences acquises dans leurs activités professionnelles. L'engagement associatif dans le secteur social notamment s'accompagne d'une conversion professionnelle ou devient une expérience professionnalisante. Plus que de dispositions à l'engagement, entrent en jeu ici une socialisation primaire dans un milieu familial enclin aux activités caritatives, un capital culturel assez élevé et des *temporalités biographiques* propices à l'engagement. Quant aux rétributions, elles sont celles que nous connaissons pour le « militantisme moral ». Ainsi, si le changement politique conditionne la liberté des pratiques associatives, celles-ci n'entrent dans le champ des possibles des individus que par un processus de *privatisation de l'espace public*. Ne pas concevoir la création d'associations *a priori* comme un acte politique ni comme une volonté de prendre part au processus de démocratisation, ne signifie pas pour autant que cela ne revêt pas un sens particulier pour les individus qui se sont engagés bénévolement dans cette entreprise. Un de nos objectifs était précisément de comprendre à quoi renvoyaient ces initiatives pour des individus qui avaient été socialisés dans le système de type soviétique. Il est apparu que dans certains cas de figure, notamment chez les personnes peu engagées dans des organisations collectives avant 1989, la fondation d'une association a correspondu à la mobilisation de ressources, le plus souvent personnelles, dans des projets considérés comme novateurs. L'action associative leur apparaît alors comme la possibilité de se

réaliser au-delà de ce qui leur était possible de faire jusqu'alors et y compris dans leur vie professionnelle.

Pour les membres qui participent ensuite à ces activités associatives, leur engagement relève moins d'un projet que de leur capacité à utiliser leurs ressources et compétences dans d'autres cadres d'action que celui de leur emploi. Nous avons repéré chez ces personnes essentiellement des dispositions personnelles liées à leur formation et leur profession et parfois à leur environnement familial en termes d'aide à autrui. Si l'entrée dans l'association de ces individus dépend en partie de la manière dont l'action associative entre elle-même dans leur champ des possibles, notamment par le rôle des médias, elle s'inscrit essentiellement dans des moments précis des trajectoires de vie. En effet, l'engagement associatif correspond à des *temporalités biographiques* caractérisées par une moindre captation du temps libre des individus – et notamment des femmes – par les responsabilités familiales ou bien à des périodes de bifurcation pendant lesquelles les individus réfléchissent au sens à donner à leur existence.

Dans le cas des associations de parents d'enfants malades ou handicapés⁷, le rapport au changement de système apparaît de manière plus nette. Selon le degré de stigmatisation de ces « groupes latents »⁸ sous le système de type soviétique, la mobilisation est plus ou moins difficile. L'action collective ne *prend* que dès lors que le groupe parvient à dépasser ce stigmate, soit par l'agrégation soit par la mobilisation de ressources lui permettant de s'inscrire dans le cadre légal. La différence de temporalités entre les deux associations étudiées, la première a été créée en janvier 1990 et la seconde en mars 1997, témoigne de la variabilité de la perception des possibles selon la place occupée par le groupe dans la société. Une des caractéristiques des sociétés post-communistes réside dans la création d'un espace public entre les sphères privée et politique. La constitution de collectifs de parents d'enfants malades ou handicapés participe alors de ce phénomène. C'est en effet en créant une organisation avec une forme juridique précise que ces groupes latents dissocient leurs difficultés personnelles d'une cause qui est celle de faire accepter par la société tchèque des groupes sociaux en difficulté. Ce type de mobilisation collective rend compte des temporalités différentes selon lesquelles les personnes perçoivent les effets du changement de système et des ressources qu'elles utilisent pour se positionner dans l'espace public et pour se défaire de la stigmatisation héritée de l'ancien régime.

Ces mécanismes renvoient aux modalités propres à toute construction de causes et ne diffèrent pas fondamentalement en raison du contexte post-communiste. C'est là un des principaux résultats auxquels nous sommes parvenue. La mobilisation associative ne ressort pas de logiques spécifiques dans la société tchèque depuis 1990. La constitution d'associations tend à montrer qu'opèrent à la fois une certaine rationalité, notamment dans le choix de l'association comme moyen d'action, mais aussi des logiques déterminées par les identités sociales préalablement définies. Toutefois ce phénomène n'est pas figé, nous avons montré que les associations ont évolué depuis leur création. Très rapidement en effet, le phénomène associatif, notamment dans le domaine social, s'est professionnalisé, d'une part par la salarisation des responsables et d'autre part par l'implication de nombreux étudiants qui trouvent ainsi le moyen de mettre en pratique leurs connaissances. En fait la mobilisation de la jeune génération dans le milieu associatif et de la génération de leurs aînés, ouverts aux expériences étrangères, permet à ce dernier de proposer des initiatives innovantes. L'association n'est pas développée selon un idéal-type mais en fonction des

⁷ Nous avons travaillé sur l'Association des parents et amis d'enfants diabétiques et sur l'Association de parents et d'amis d'enfants handicapés moteur.

⁸ Nous reprenons ici la terminologie de Michel Offerlé. OFFERLE, Michel, *Sociologie des groupes d'intérêt*, Pars, Montchrestien, 1998, 2^e ed.

réalités de la société tchèque. Le profil des fondateurs d'associations et d'une grande partie de leurs membres façonne ce nouveau type d'associations. La capacité de la jeune génération à s'investir, parfois dans différentes associations, montre que la socialisation socialiste n'a pas eu non plus d'effet négatif sur leur disposition à l'engagement, la plupart de ces jeunes ayant été membres de l'organisation de jeunesse socialiste. Nous avons en effet montré que chez les membres et notamment les militants associatifs, y compris dans le secteur de l'aide à l'enfance, l'expérience dans une organisation de jeunesse socialiste n'a pas constitué un frein à l'engagement ultérieur. Au contraire, elle a mis à jour les dispositions des individus au dévouement et leurs aptitudes à organiser des actions et à gérer un collectif.

D'une manière générale, les trajectoires d'engagement reposent peu sur la socialisation secondaire effectuée dans des organisations sociales socialistes. En revanche, la situation est très nettement différente dans le domaine des organisations de jeunesse et plus largement dans des activités dites traditionnelles, où les carrières militantes ont débuté pendant le système de type soviétique. Le principe de participation active dans des organisations socialistes n'a pas suscité de nouvelles dispositions à l'engagement, tout au plus a-t-il conforté celles qui existaient. Cela explique qu'une partie des engagements depuis 1990 repose sur la continuité de *participations par conviction non politiques* développées avant 1989. Par conséquent les modes de représentation du régime socialiste sont importants pour comprendre la manière dont les individus perçoivent les possibilités d'action et leur légitimité à s'investir dans une cause. Nous avons constaté que l'engagement associatif était d'autant plus facile pour les individus qu'ils ne le comparaient pas à des phénomènes sociaux antérieurs à 1989. Le choix par les responsables d'associations d'une terminologie nouvelle, souvent empruntée de notions étrangères ou tout au moins renvoyant à la symbolique de la démocratie occidentale, a conféré un caractère novateur à ces organisations. De surcroît, dans certains domaines d'activités comme l'aide sociale par exemple, les services proposés depuis 1990 diffèrent radicalement de ce qui existaient auparavant. Leur dimension individualisée et la prise en charge des problèmes psychologiques représentent une réelle nouveauté dans la société tchèque. En conséquence, la participation à de telles activités est justifiée comme allant presque de soi au regard notamment de l'activité professionnelle, de dispositions familiales ou de compétences personnelles alors qu'elle résulte d'un processus simultané de privatisation de l'espace public et d'objectivation de la cause sociale. C'est en effet souvent par l'intermédiaire des médias ou de connaissances déjà engagées dans l'association d'aide sociale que les individus décident de s'impliquer à leur tour. Sur ce dernier point, le rôle des « réseaux de recrutement » reste fondamental⁹.

Au regard de ce que nous avons exposé, la situation tchèque actuelle n'est pas comparable à la crise ou la mutation du militantisme observées depuis deux décennies en France notamment, dans la mesure où le militantisme n'a pas été massif avant 1989, ce qui n'empêche pas par ailleurs l'émergence de nouvelles formes d'organisations. Par exemple dans les organisations de jeunesse, ce phénomène a joué à la marge, et présidé à la création d'associations qui cherchent à renouveler essentiellement la forme de l'organisation et moins celle du militantisme. Dans les associations d'aide sociale, la participation des individus est souvent la première expérience de ce type et ne traduit donc pas une transformation des engagements. En revanche, pour une grande part les engagements de personnes socialisées pendant le système de type soviétique reposent sur la convertibilité

⁹ SIMÉANT, Johanna, « Entrer, rester en humanitaire », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n° 1-2, février-avril, 2001, p. 67.

de dispositifs sociaux acquis avant 1989. Il s'agit soit de dispositions à l'altruisme incorporées dans le milieu familial, de compétences pratiques ou de réseaux sociaux constitués dans les activités professionnelles ou sociales.

L'analyse de ces trajectoires nous a amenée à travailler essentiellement à partir d'un niveau cognitif, à savoir les perceptions qu'ont les individus du passé socialiste, des effets du changement de système et de la situation présente. Dans la mesure où toute action collective a un coût, la mise en perspective avec ce que ces personnes ont expérimenté auparavant nous a semblé être un bon moyen pour restituer leurs schèmes de perception. Ainsi, il apparaît que l'entrée dans une association relève moins de l'engagement politique que de la constitution d'un ordre des possibles. La transaction qui préside à l'engagement passe par la capacité des individus à s'identifier à la cause, à se penser comme capables et légitimes pour s'y investir. C'est ce que nous avons notamment observé dans le cadre des associations d'aide sociale à l'enfance, comme celle de la Ligne de sécurité, c'est-à-dire la permanence téléphonique pour les enfants et les jeunes, mais aussi comme le programme d'accompagnement personnalisé des enfants dans des activités extra-scolaires. S'opère donc un rapprochement entre la cause objectivée et le « monde vécu » des individus. Il s'agit de la manière dont se construit le champ des possibles mais aussi de l'appropriation de l'action associative par les membres du collectif. Cela renvoie ici à des processus présents dans l'ensemble des associations existantes en République tchèque et cela dépasse les catégories organisations traditionnelles/associations. Cela s'accompagne pour les responsables comme pour les membres bénévoles de la pérennisation de la participation associative sur la base de rétributions essentiellement symboliques. Nous incluons dans cette catégorie les rétributions qui ont trait également au registre affectif et à la sociabilité. Si l'engagement initial n'est pas mené nécessairement par des personnes au profil militant, leur appartenance à un collectif consolide leurs dispositions personnelles à l'altruisme tout en leur donnant la possibilité de s'accomplir et de se construire une identité sociale. Cet effet varie en fonction du degré d'intégration sociale des individus. Nous avons mentionné que rares étaient ceux en situation de rupture sociale, voire même de sociabilité, mais tous trouvent dans cette appartenance un moyen d'affiner des identités qui ne sont pas toujours bien définies par l'activité professionnelle. Un des principaux facteurs jouant sur la réorganisation du phénomène associatif tient dans un contexte de concurrence ouverte entre les organisations ce qui était atténué auparavant par l'absence de liberté et par le respect de l'homogénéité officielle. La lutte pour l'obtention des subventions publiques par exemple contribue également aux réajustements identitaires et aux interactions entre les acteurs d'un secteur. C'est pour cette raison que dans certains cas, la multi-appartenance s'inscrit aussi dans une logique de reclassement¹⁰ au regard de la stigmatisation héritée du passé. Le militantisme devient alors une façon de consolider dans d'autres « arènes » une identité fragilisée par des logiques de dénonciation.

D'une manière générale, l'engagement associatif, notamment dans les secteurs traditionnels, ne va pas de soi et nécessite un travail de justification¹¹ de la part des bénévoles. Cela passe essentiellement par une référence à l'utilité sociale de leurs activités, à la construction d'une identité sur le travail de prévention à l'égard des dérives possibles de la jeunesse. En raison de l'investissement médiatique en matière d'aide sociale et des opérations de *charity business* qui se développent depuis quelques années, les acteurs se perçoivent moins comme une minorité.

¹⁰ BOURDIEU, Pierre, « Classement, déclassé, reclassement », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 24, novembre 1978, pp. 2-22.

¹¹ BOLTANSKI, Luc, THÉVENOT, Laurent, *De la Justification*, Paris, Gallimard, 1991.

En définitive, l'association telle que nous l'avons observée depuis 1990 dans la société tchèque ne s'inscrit pas dans une logique téléologique. Il ne s'agit pas pour les individus de créer une association pour participer au système démocratique mais principalement pour prendre en charge des causes. Le rapport à l'association est alors plus ou moins médiatisé selon la proximité de l'objet de la mobilisation. La création d'une association est vécue comme une continuité quand elle se fait sur la base d'expériences et d'une identité forte. C'est également le cas lorsque des personnes disposent de ressources personnelles constituées dans d'autres secteurs et notamment par leur profession et que la cause est suffisamment objectivée. En revanche, la mobilisation est plus complexe lorsque c'est par elle essentiellement que se construit la cause.

Nous voyons donc par-là que la socialisation socialiste ne peut être saisie de manière univoque dans le rapport à l'engagement et que le phénomène associatif tchèque renvoie à des propriétés générales de ce phénomène.

Par cette recherche, nous avons montré qu'il n'existe pas d'extra-territorialité des problématiques liées au post-communisme et qu'il est tout à fait possible d'appréhender un objet comme le phénomène associatif à partir d'outils analytiques élaborés à propos de contextes démocratiques plus anciens. Dans certains cas, les processus d'engagement sont similaires à ce que nous pouvons observer en France par exemple. Il est certain néanmoins que les logiques d'engagement et les luttes de positionnement entre les associations dans certains secteurs sont nettement imbriquées dans les effets des *passés socialistes*. De ce point de vue, l'approche en termes de *path dependence* est féconde pour saisir les enjeux du passé mais demande à être articulée à d'autres cadres explicatifs. Les théories de la mobilisation des ressources, la sociologie des organisations et la construction des identités collectives ont constitué autant d'éléments pour saisir en détails les modalités de la recomposition du phénomène associatif tchèque depuis 1990.